

LE « CONTRAT SOCIAL » EN HONGRIE

Vers la fin du XVIII^e siècle l'idée du Contrat Social, cette création du droit naturel rationaliste, s'est répandue aussi en Hongrie, à côté ou aux dépens du droit positif historique, évangile incontesté jusqu'alors de la noblesse hongroise. Le Contrat Social est d'abord prêché par la politique officielle de la Cour de Vienne, dont le philosophe attitré était le professeur MARTINI, intime de l'empereur Joseph II. L'empereur lui-même, obéissant sans doute à la suggestion de Martini, se considère comme le dépositaire de la volonté commune des citoyens, réunis par le contrat social et s'il s'attaquait en premier lieu à la vieille administration départementale de la Hongrie, c'est qu'il entendait détruire les intermédiaires qui pouvaient empêcher la libre communication du souverain avec son peuple ¹.

Cependant Joseph II meurt en 1790 et avec lui disparaît son système rationaliste. Alors l'idée du Contrat Social reçoit une interprétation nouvelle : les castes nobiliaires, opprimées pendant l'absolutisme philosophique de Joseph II, s'efforçant de soutenir d'un fondement rationaliste leurs droits et privilèges historiques, allèguent le pacte social, conclu selon leur avis entre le Souverain et la noblesse héréditaire, pour l'opposer à l'absolutisme de Joseph II.

Enfin un mouvement démocratique se dessine nettement au sein de l'effervescence générale qui pose la thèse du *Contrat Social* dans sa forme la plus radicale et la plus pure : il adopte les formules de ROUSSEAU et les principes de la Révolution française basés sur celles ci.

1. Henrik Marczali, *Magyarország története II József korában*. Budapest, 1885. II, p. 453. (M. Marczali attribue, à tort, à l'influence de Rousseau et de Hobbes l'attitude de Joseph II à ce sujet).

Voilà en quelques traits l'histoire du *Contrat Social* en Hongrie. En suivant ce plan, j'essaierai de montrer dans le détail sur les diverses phases de cette évolution la merveilleuse souplesse de l'idée de ROUSSEAU et surtout la force de l'évidence avec laquelle elle s'impose aux Hongrois contemporains de la Révolution.

Il sera utile de rappeler dans un coup d'œil historique les origines philosophiques de l'idée du *Contrat Social*.

Dans sa forme la plus simple, le contrat social est un pacte conclu entre les hommes quittant l'état de nature de leur propre gré, en vue de constituer une société pour leur propre défense. S'ils mettent un Souverain au pouvoir, celui-ci reçoit un pouvoir du peuple et sa tâche consiste à assurer cette défense, but de la confédération. L'idée du contrat social est l'invention du rationalisme de l'antiquité. La croyance à un état de nature individuel, précédant l'état social, était une hypothèse généralement répandue dans l'antiquité et Épicure affirme formellement, que le droit naturel n'est autre chose qu'un pacte utile, dont le but est d'empêcher les autres de nous nuire et d'empêcher nous-mêmes de nous nuire réciproquement¹. Le matérialisme de l'antiquité, dont les idées maîtresses reparaissent avec tant de force au cours du XVIII^e siècle est donc une des sources de l'idée du pacte social. D'autre part, le stoïcisme, qui est une autre forme du rationalisme de l'antiquité, créa le droit naturel et avec ce système l'idée de la transmission des pouvoirs, qui entre ainsi même dans le *Digeste*. Puis le catholicisme médiéval adopta le droit naturel du stoïcisme en le conformant à la théologie : l'âge d'or antique fut identifié avec l'état de perfection de l'homme avant le péché originel et de même que selon le Sage de l'antiquité les passions ont fait dégénérer l'âge idyllique en anarchie, — voir le développement de cette idée antique dans le *Discours* de Rousseau, — de même selon la théologie catholique la chute de l'homme l'a privé du droit naturel *absolu* en l'abandonnant à sa raison et à son travail. Cette déchéance le force à se créer un droit naturel *rationaliste*. Ainsi saint Thomas

1. V. P. Montagne, *Théorie du Contrat Social*, Paris, 1905.

d'Aquin et les papes ont défini le droit naturel rationaliste comme un droit provisoire, un droit de transition pour la moyenne de la chrétienté. Les saints n'en avaient pas besoin, car ils vivaient dans l'état de perfection. L'Eglise utilisa ce nouveau droit naturel en deux sens : d'une part dans le sens positif, pour justifier l'état existant de l'ordre social et dans le sens négatif, en le tournant comme une arme contre les souverains abusant de leur pouvoir¹.

Le calvinisme enfin, attaché par tant de liens au néo-stoïcisme de la Renaissance, adopta lui aussi le droit naturel rationaliste, mais comme il a toujours évité le compromis, il n'en fit pas un droit secondaire n'ayant qu'une valeur relative, ainsi que l'avait fait l'Eglise romaine, mais il l'intégra entièrement dans son droit ecclésiastique. En effet, le calvinisme a dès le début une teinture de radicalisme démocratique et même de républicanisme ; JUNIUS BRUTUS (peut-être DU PLESSIS-MORNAY²) montre d'après la Bible l'existence d'un double pacte social, d'une part entre le Seigneur, le roi et le peuple, d'autre part entre le peuple et le roi, et il est imité par quantité d'autres auteurs. Ce n'est pas un hasard que GROTIUS, BURLAMAQUI et ROUSSEAU, les théoriciens modernes du *Contrat Social*, aient été des calvinistes ; de plus le premier disciple et ami de JUSTE-LIPSE, le père du néo-stoïcisme de la Renaissance.

Le matérialiste HOBBS, le modèle direct de Jean-Jacques, but lui aussi à la source de l'antiquité : il imita Épicure et conformément à son idée de la guerre de tous contre tous, il formula le *pacte social*, seul remède de l'anarchie.

Jean-Jacques ROUSSEAU retourna cette hypothèse qui avait servi de base théorique à l'autocratie absolue en faveur de la démocratie et unit ainsi dans son œuvre une idée du matérialisme antique avec la doctrine du néo-stoïcisme chrétien qu'il avait étudiée dans Grotius.

1. Cf. Ernst Troeltsch, *Das stoisch-christl. Naturrecht und das moderne profane Naturrecht*. Hist. Zeitschr., vol. 106. 1911.

2. Voir la thèse de Waddington, *Revue historique*, 1893.

J'avais besoin d'esquisser brièvement ici l'histoire du *Contrat Social*, car on ne saurait affirmer que l'expansion de cette idée en Hongrie soit due uniquement à la popularité de l'illustre citoyen de Genève. Dans les écoles de droit hongroises, notamment, on enseignait la doctrine du professeur MARTINI qui est une adaptation des idées de Hobbes, de Grotius et de Rousseau même au système de l'absolutisme « éclairé ». Son livre *De jure civilis* fut réimprimé en 1795 à Bude *in usum Academicarum Hungariae*. Ainsi les autorités supérieures avaient maintenu pour les écoles, même après la leçon de la Révolution française, l'explication rationaliste de la formation des sociétés ; on n'était pas revenu à la doctrine théocratique qui avait régné sous Louis XIV et sous l'empereur Léopold I^{er}.

Dès lors il est naturel que les dissertations de droit renvoient à cette époque aux livres de Martini quand elles ébauchent dans leur introduction les origines et la destination de la société dans le sens du droit naturel. Tel manuel de droit public hongrois paru sous le pseudonyme d'István ROSENMANN en latin et en allemand (1791 et 1792) s'ouvre également sur la définition de la « convention » et du « pacte de sujétion ».

En dehors de Martini l'on connaît et l'on cite en Hongrie aussi les autres théoriciens : Hobbes, Grotius et Puffendorf.

Mais on entend déjà aussi les accents de Jean-Jacques et jusque dans les remontrances des comitats. La constitution hongroise permettait aux comitats, c'est-à-dire aux départements, d'envoyer des adresses au roi. Eh bien, voici en quels termes le comitat de Pest osait parler à Leopold II : « Majesté Sérénissime ! Au sens du droit public, des droits de l'homme et du Contrat Social, sur la base duquel les empires se sont constitués, la Souveraineté appartient originellement au peuple : cet axiome que la Mère-Nature a inculqué au cœur de tous les hommes est de ceux que le prince juste, — nous osons croire que Votre Majesté en est un, — ne doit jamais mettre en doute et que les peuples ne

peuvent ni violer par lâcheté, ni laisser périmer parce qu'ils sont nés avec la nature humaine et en sont inséparables.

« Dans le gouvernement tempéré par les lois, cette souveraineté est exercée par le pouvoir législatif divisé entre le prince légitime et le peuple, de manière que le peuple dispose toujours des moyens qui semblent appropriés aux circonstances de l'époque, conformément à la tâche fixée à l'Etat dans l'intérêt de la défense des choses et des personnes... »

En conséquence de quoi les castes nobiliaires invitent le roi à accorder aux Hongrois les droits que les Belges se sont acquis à la force des armes. Ils désirent enfin que « conformément aux circonstances *modernes* la sécurité générale et la vie civile soient consolidées par de nouveaux contrats et de nouvelles garanties¹. »

Ce sont là les idées de Rousseau et de la Révolution singulièrement adaptées aux exigences des classes privilégiées.

En Transylvanie, dès 1789, les mêmes voix se font entendre dans les remontrances, ce qui est d'autant plus significatif qu'à cette date Joseph II est encore au pouvoir : « La nature a créé les hommes libres et égaux ; ils ne sont entrés en société que plus tard, grâce à une convention publique ou tacite. » Violenter ce contrat c'est offenser la liberté naturelle.

Le comitat Nyitra a déjà appris la logique déductive de Rousseau et l'applique dans sa résolution ; il proteste contre l'oppression et en démontre l'absurdité logique : « Car ou les Rois ont un pouvoir absolu, ou bien ils le reçoivent du peuple ; ou ils sont élus ou ils succèdent ; toutefois même la loi de la succession ne peut rendre juste ce qui est injuste : la voix des électeurs ne saurait avoir pour objet leur propre péril : ni le peuple ne peut transmettre aux souverains le pouvoir de mal faire qu'il n'a pas ; ni Dieu qui ne le peut non plus. Les souverains ont tort de mesurer leur dignité à la façon dont ils transgressent les prescriptions de la loi. Qui leur a donné cette liberté ? Non pas Dieu, non pas la Nature, non pas le bon sens et pas non

1. Archives d'Etat à Vienne. Vertrauliche Acten, Secr. Fasc. 3, N° 5.

plus la Nation elle-même : voilà pourtant ce qui les fait rois. » On n'a pas de peine à distinguer dans ces idées la façon de penser péremptoire de Jean-Jacques, cette méthode qui démontre rigoureusement que l'homme ne peut aliéner sa liberté.

On voit alors avec quel esprit de suite la noblesse utilisa l'idée du contrat social contre l'absolutisme démocratique de Joseph II. Le *Contrat Social* de Rousseau cité à l'appui des privilèges des castes nobiliaires ! Elles réclament un nouveau diplôme royal qui garantirait leurs libertés qu'on vient de fouler aux pieds, ce serait là le nouveau contrat social. Elles ne songent point aux serfs et aux bourgeois, ceux-ci sont exclus du contrat. Cette singulière révolution nobiliaire dérive de la situation politique ; en Belgique, où la domination absolue de Joseph II a provoqué les mêmes oppositions, on trouve une situation toute pareille ¹. Un spectateur d'esprit critique, le chanoine SAUER, membre du chapitre de l'évêque de Nagyvárad, homme de confiance du roi, caractérise fort bien cet état d'esprit bizarre des nobles Hongrois dans une lettre adressée en français à l'Ambassadeur anglais : «... ces grands faiseurs... avaient établi les principes suivants : que tout Roi est enclin au Despotisme, et par conséquent ennemi de toute nation qui a une liberté constitutionnelle : qu'il faut donc mettre les Rois dans l'heureuse impossibilité d'opprimer un peuple, qui selon ses loix doit être libre : Partant de là ils concluoient qu'il falloit ôter au Roi l'armée, les finances, la nomination aux grandes charges et benefices et la collation des biens fiscaux, et pour convaincre leurs subalternes de la justice de leurs demandes, ils établissoient cet autre principe, que le contrat par lequel le Peuple se soumet à un Roi étant bilatéral, il cesse d'être obligatoire, dès que l'une des deux parties l'a enfreint, d'où il s'en suive (!) que quand même la diminution projetée de l'Autorité Royale ne seroit pas fondée sur nos loix antérieures, nous serions en droit de la statuer de nouveau...

« Au reste il n'y a rien de commun entre notre système

1. Mitrofanov, *Joseph II*, I, 294.

et celui des démocrates françois et, le croiriez-vous ? ce dernier système est beaucoup plus conséquent que le nottre, car enfin les françois ont fait main basse sur toutes les Loix Royales, et ont établi cette maxime du droit naturel le plus pur : *tous les hommes sont égaux*, mais nos Gentilshommes disent : le Roi, les Magnates, les Prelats, les Gentilshommes sont tous égaux et à cela ils ajoutent : il n'y a que les Gentilshommes qui sont hommes, car il n'est pas question de changer quelque chose à l'état du bourgeois, ou du Païsan, qui dans le fond n'a pas besoin de changement, puisqu'il est assés favorisé par la Loi ¹. »

En effet, un spectateur impartial avait de quoi railler cette révolution limitée aux intérêts des classes féodales. Les deux aristocrates les plus radicaux, le comte SZTÁRAY, fils d'une baronne française et le comte FEKETE, correspondant de Voltaire, déposent, il est vrai, leur titre de comte et de la Chambre des Magnats ils passent à la Chambre basse, mais ils continuent à porter la clef de chambellan et à donner la livrée à leurs laquais ².

Le philosophe de ce radicalisme nobiliaire est Georges BESSENYEI, l'écrivain qui a ouvert par une tragédie et une comédie, imitées de Voltaire et de Destouches, l'ère moderne de la littérature hongroise. Ses œuvres montrent qu'il a été un lecteur assidu de Jean-Jacques, dont il ne partage pas l'optimisme concernant la bonté de la nature humaine, mais adopte le système politique en l'appliquant à la constitution hongroise. Dans son ouvrage hongrois intitulé *Les origines de la société*, il recourt aux formules de Rousseau pour expliquer la naissance des sociétés : « Doucement, lecteur ! — écrit-il dans son style savoureux, — nous arrivons enfin au point délicat, considère les contrats de la nature... Nous serons vos serviteurs, — s'écrie le peuple, — nos armes, notre sueur est à toi, ne t'efforce pas de gagner ta vie, nous te donnons tout, — prends en main

1. Datée du 9 août 1790. Vertr. Acten, Secr. Fasc. 4, t. III, p. 1, N° 8.

2. V. la lettre d'un anonyme au C^{te} Antoine Sztáray (14 juillet 1790) et le rapport de Gabelhofer (1^{er} juillet 1790). Vertr. Acten, Secr. Fasc. 4, t. III, p. 1, N° 8 et fasc. 11, N° 4. Martinovics le mentionne avec éloge (*Discussio oratoria*). — Sur la mentalité politique un peu spéciale de ces gentilshommes révoltés, voir H. Marczali, *Az 1790/1—diki országgyűlés*. Budapest, 1907, t. I, 113.

la justice de la loi et quiconque agit contre toi, punis-le de par la puissance de la loi que nous déposons entre tes mains et confions à ton esprit, — terrasse les violents, maintiens la sécurité publique afin que chacun soit maître de ce qu'il gagne ; prends garde à nos ennemis, et s'ils viennent contre nous, embrasse notre cause, conduis-nous, lutte et triomphe. » Le roi élu répondra : « J'assume votre pouvoir, je me charge de votre cause, je me fais serviteur de la justice, du bien, de la sécurité, de la victoire, de la gloire du pays. Je me jetterai contre tout péril en bravant même la mort sanglante. J'exposerai ma vie aux hasards de la fortune toutes les fois que votre sort l'exigera. Je serai votre juge suprême, votre capitaine. Je servirai votre patrie en roi et je sacrifierai tous mes loisirs à sa cause. » Un contrat serait impossible dans lequel la nation renoncerait à tous ses avantages ; le despotisme est logiquement absurde. Quand a-t-on vu un pareil contrat : Nous te remettons tout ce que nous avons et tu ne nous donneras rien ; nous te servirons toujours, tu nous commanderas toujours. Aucun souverain ne peut dire à son peuple : Ma Majesté Sacrée daignera royalement disposer de votre vie, de votre pain, en ne faisant rien autre chose pour votre bonheur que de vous pendre quand il me plaira. On n'a pas de peine à se rappeler à propos de ces pastiches les formules de Rousseau par lesquelles ce brillant écrivain a démontré *ab absurdo* l'impossibilité logique de l'esclavage. Il n'y a d'ailleurs aucune autre pensée dans toute l'œuvre de BESSENYEI qu'il ait reprise et développée avec tant d'insistance.

Or, pour ce théoricien également le peuple contractant se borne à la noblesse, le bas peuple est exclu du contrat. Bessenyei, malgré ses penchants démocratiques, fut le philosophe de la petite noblesse ; il a formulé dans ses œuvres les sentiments et les aspirations d'une caste et n'a accordé au peuple que des concessions pratiques.

*
*
*

Cependant, derrière l'opposition aristocratique, un mouvement démocratique sincère se dessine et la popularité de

Rousseau augmente de jour en jour. En 1792, un jeune homme, nommé CZINDERY, traduit en latin le *Contrat Social*, — c'était la langue de la vie politique hongroise, — et son libraire demande le permis d'imprimer. J'ai retrouvé cette requête aux Archives Nationales de Budapest ¹, et comme le libraire y avait joint la première feuille de la traduction, il ne sera pas sans intérêt d'en citer au moins le premier chapitre, car je ne crois pas que l'œuvre de Rousseau ait eu ailleurs l'honneur d'être traduite dans la langue de Cicéron :

« Olim omnis homo natus est liber ; nunc omnes ubique inter vincula gemunt, et qui se ceterorum Dominum arbitratur, servus est, et ipse. Unde hæc revolutio ? equidem nescio. Quid est, quod eam justam, legitimamque queat efficere ? Confido me huic questioni satisfacturum.

Si solam considerem vim coactivam, et effectus unde oriundos pronus essem dicere ² : si jugum excutere potest, et excutit, facit adhuc melius : nam quum libertatem suam eodem jure recipiat, quo ea illi accepta fuit, aut eam jure recipit, aut accipientis nullum fuit. Sed jam ordo rerum civilis, seu nexus socialis aliud statuit jus inviolabile, cui cetera jura omnia veluti basi insistent. Hoc tamen jus, quod et nexu sociali hominum promanat, non est naturæ effectus, verum pactis conventionibus innititur. Quæritur quibus conventionibus ? Prius, quam huic questioni solvendæ accedamus ea quæ prius adduximus argumentis sepienda veniunt. »

Le libraire avait prétendu dans sa requête qu'on avait besoin en Hongrie d'une traduction latine de cet ouvrage illustre et écrit avec une éloquence digne de Tacite, car la majesté de l'original et la langue étrangère dans laquelle il est écrit peuvent prêter à l'équivoque. D'ailleurs, la traduction latine ne serait lue que par les lettrés qui n'y entendraient pas malice.

Cependant le rapporteur de l'affaire à la censure propose le refus. Il trouve que la traduction est mauvaise. Tandis que l'original est clair et lucide comme l'eau cristalline qui

1. *Helytartótanácsi Levéltár*, Revisio libr. sept. 1792.

2. Ici, par la faute du copiste, il manque le début de la phrase : « Tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit, il fait bien. »

rompt le rocher (*quam saxa frangunt*), la traduction laisse à désirer quant à la clarté du style. Cette traduction, il faudrait la retraduire en latin. Mais il faut aussi rejeter la demande parce que les œuvres de Rousseau étaient interdites sous Marie-Thérèse, tolérées sous Joseph II et il n'était pas permis de réimprimer les livres tolérés et à plus forte raison d'en publier des traductions. Même les *Confessions* ne figurent point parmi les livres autorisés.

En effet la demande du libraire, qui n'aurait certainement pas fait une mauvaise affaire, fut rejetée, mais non pas à l'unanimité. Le comte Antoine Haller, grand-maître de la Loge américaine de Pest, président du Conseil de Lieutenance, organe central de l'administration, le comte Fr. Barkóczy et le baron Joseph Podmaniczky, conseillers de lieutenance, chefs intelligents de l'opposition aristocratique antihabsbourgeoise, étaient d'un autre avis. Ils auraient volontiers contribué à la vulgarisation d'une de leurs lectures favorites et ils proposèrent qu'on s'adressât directement au roi en demandant une autorisation spéciale pour cette publication¹. Néanmoins l'affaire en resta là et la traduction de Czindery fut enterrée dans les archives du conseil de lieutenance.

Au cours de mes recherches aux archives secrètes de Vienne, j'ai trouvé une autre traduction non moins intéressante du *Contrat Social* ; c'est une traduction hongroise faite par François SZENTMARJAY, un des chefs de la conjuration révolutionnaire de l'abbé MARTINOVICS, dont il sera question un peu plus loin. SZENTMARJAY était connu comme le plus fervent admirateur de la Révolution française. C'est lui qui, avant son arrestation, était allé au devant des prisonniers français qu'on amenait sur le Danube, pour les embrasser, pour leur demander en souvenir des boutons d'uniforme portant les insignes de la République, des assignats et une cocarde qu'il conserva comme la plus précieuse relique et que ses amis, désireux de la contempler, devaient embrasser à genoux. C'est lui enfin, qui en allant

¹. Voir le rapport du Baron Mednyánszky (6 oct. 1792). Privatbibl. Fasc. 26 — Fasc. 4. N° 28.

à l'échafaud, sifflait la *Marseillaise* et montra une contenance digne des héros intrépides de la Révolution française¹.

La traduction de Szentmarjay² est à peu près complète et elle ne s'arrête qu'au chapitre ix du livre III. L'auteur fut-il arrêté au moment où il allait terminer sa traduction ? Dans tous les cas la version de Szentmarjay est digne de l'original, son style se distingue par une fougue et une élégance juvéniles.

A cette époque d'ailleurs l'idée du *Contrat Social* était pour ainsi dire dans l'air. Selon un agent secret de la Cour de Vienne dans les librairies de Pest on ne cherchait que des livres qui développent les idées du droit naturel fondé sur « l'âge fabuleux de Saturne »³. Après la conclusion de la paix de Pillnitz on entend formuler dans les cafés et dans les librairies cette opinion que les souverains n'aiment que la tyrannie et que néanmoins il n'est pas en leur pouvoir de faire de leur pays des objets d'échange, puisqu'ils ne doivent ce pouvoir qu'au *Contrat Social*⁴. Certes, une idée qu'on répète si souvent en public, doit être considérablement répandue. Et c'est ce que sait fort bien le rédacteur du journal hongrois : *Magyar Kurir* ; il ne manque jamais d'informer ses lecteurs des événements qui révèlent l'immense popularité de Rousseau dans les pays français. Le 14 janvier 1791 il annonce par exemple que l'Assemblée Nationale a voté les frais d'une colonne commémorative dédiée à Jean-Jacques. Il en rapporte fidèlement les inscriptions, comme il indique la somme de la pension allouée à sa veuve. Et il ajoute : « C'est ainsi que l'Assemblée Nationale veut témoigner sa reconnaissance envers un homme dont il a suivi les indications à tant de points de vue. » Le 2 décem-

1. Voir mon *A francia forradalom eszméi Magyarországon*. (Les idées de la Révolution française en Hongrie). Budapest, 1924. — Et Z. Baranyai : *A francia nyelv és műveltség Magyarországon. XVIII. sz.* (La langue et la culture françaises en Hongrie, xviii^e s.). Budapest, 1920.

2. Társaságbéli Szerződés, avagy A' Politikabéli Törvénynek Eleji J.-J. Rousseau, Geneviai Polgár által-foederis aequas Dicamus leges. Æneid. XI. Bernában, Helvétziában, 1793.

3. Kollmayer à Gotthardi (16 janvier 1792), fasc. 15, N° 11.

4. Rapport du libraire Ignác Strohmeyer (26 sept. 179.), fasc. 11, N° 6.

bre il fait connaître le projet de loi du député Isnard, frappant d'exil tous les prêtres qui ne voudraient point prêter serment sur le *Contrat Social* de Rousseau. « Pauvre Rousseau ! — ajoute le rédacteur, — de son vivant ses œuvres l'ont rendu malheureux et voici maintenant que les descendants des Français qui n'avaient même pas toléré sa présence à cause de ses ouvrages, veulent qu'un de ses travaux soit l'épreuve du serment des prêtres. »

Dans les pamphlets politiques de cette époque on rencontre souvent les pensées du *Contrat Social*. Telle *Introductio ad politica Regni Hungariæ* commence par un développement des idées de Rousseau tout en appliquant la doctrine de Montesquieu à la vie hongroise ¹.

La liberté est l'ornement du genre humain : *Natura enim liberi omnes nascimur*. Il faut donc d'abord définir cette liberté, car le droit naturel nous défend d'y renoncer. En effet, personne à l'âge préhistorique n'a pu renoncer sans la violation du droit naturel à l'obligation de se conserver lui-même et les siens et ainsi, au moment où l'homme est entré dans la vie sociale, il n'a pu se priver de cette liberté que la nature a accordée à l'homme doué de raison. Quelle que soit d'ailleurs la forme du gouvernement, deux droits doivent rester intacts : la liberté des citoyens et celle de l'État. Celle-là soutient les actes individuels, celle-ci la souveraineté du peuple entier. Ce sont là deux droits que chaque nation qui n'est pas encore victime du despotisme, peut réclamer à juste titre. Les conséquences désagréables de la liberté naturelle sont intolérables s'il n'y a pas de sécurité publique ; il faut craindre les violences des plus forts. C'est pourquoi on a constitué la société civile et accepté la constitution qui ne doit se rapporter qu'aux faits indiqués dans la loi. D'autre part, la doctrine de Rousseau fournit des arguments aux bourgeois lorsqu'ils s'efforcent d'ébranler les fondements des privilèges de la noblesse.

Le pamphlet attribué au professeur BELNAY : *Reflexiones cunctorum Hungariæ civium non nobilium* réclame au nom du droit naturel et du *Contrat Social* l'égalité de droit pour

1. Fővárosi Könyvtár. Ballagi gyűjt. N° 314.

chaque citoyen de la société civile. En effet, l'État n'a jamais voulu et n'a jamais pu accorder à quelques-uns des droits que la Nature elle-même ne peut accorder, cette Nature qui nous a créés tous égaux en droit. L'État n'a pu considérer des droits qu'en tant que c'était nécessaire pour la constitution de la société ! Le pouvoir législatif appartient à plusieurs, le pouvoir exécutif est exercé par une personne, mais personne ne peut user en sa propre faveur du pouvoir qui est au peuple entier. « Les vérités primordiales de tout droit public civil ne pourront être bientôt ni ignorées, ni offensées impunément : c'est ce que montre l'exemple de la France qui fait trembler l'aristocratie du monde entier. Depuis les événements français on sait de quel côté sont les droits de l'homme... On a ôté enfin le masque dont l'horrible système féodal avait recouvert la vérité, et celle-ci est aujourd'hui en pleine lumière. Les temps viendront et ils ne sont pas loin, où les peuples exaspérés par les abus des classes régnautes, mettront en doute la justice du fait acquis sur lequel celles-ci ont fondé les origines de leurs droits, où l'on examinera la nécessité de tous les privilèges et les abolira à la manière française, où après avoir tout rétabli conformément au principe de l'égalité, on ne reconnaîtra aucun intermédiaire en dehors du contrat public sanctionné. »

Que de matières explosives dans la doctrine de Rousseau ! Chez nous, en Hongrie, comme en France, le droit naturel, les simples formules, les paradoxes antihistoriques du sombre philosophe genevois avaient déclenché le mouvement qui devait bouleverser le droit positif, historique et héréditaire. Et tandis que les aristocrates s'efforçaient par leur mouvement révolutionnaire de trouver une base solide et nouvelle dans le droit naturel, à un degré plus bas leurs secrétaires organisaient le complot révolutionnaire en formulant d'une manière plus radicale les mêmes principes du même droit naturel. En effet, l'idéologie entière du complot de l'abbé Martinovich qui se termina par l'exécution des cinq chefs et de deux membres de la société secrète, repose sur le *Contrat Social* et sur la *Déclaration des droits de l'homme* qui est, comme l'on sait, le développement de celui-là.

L'activité littéraire des conjurés en est la première preuve.

SZENTMARJAY, le secrétaire du baron Orczy traduit le *Contrat Social*, le communique à ses amis et même en société privée il explique avec enthousiasme la doctrine de Montesquieu, de Mably et de Rousseau¹. Dans les carnets de Sámuel VERHOVSZKY, aisis par la police, l'on trouve des *Thèses tirées du Contrat Social*². Les œuvres de HAJNÓCZY, qui ont d'ailleurs obtenu l'autorisation de la censure, reviennent continuellement à l'idée du *Contrat Social*. Ainsi, l'inégalité de l'imposition des citoyens de l'État contredit, selon Hajnóczy, le but pour lequel les hommes se sont constitués en société. Elle contredit la sécurité individuelle et le droit de propriété, qui revient à tout le monde en vertu du droit naturel. Et il pose la question de savoir si un État qui a des lois fondamentales pareilles « mérite vraiment le nom de constitution, c'est-à-dire de ce pacte primordial que les hommes, disposant de leur liberté naturelle, ont conclu lors de la constitution de la société civile³. » Ailleurs il démontre avec la déduction de Rousseau que le pouvoir législatif appartient par sa nature à la nation entière. « Si quelqu'un l'accapare abusivement, la nation peut le reprendre... » Toute forme de gouvernement doit envisager le bien commun de la nation et c'est uniquement la volonté de la nation qui peut dire si telle loi ou telle forme peut être appliquée à son avantage. La nation ne peut être considérée qu'au point de vue de l'état naturel de l'homme. De même que celui-ci n'a pu être obligé par ses ancêtres à se démettre de ses droits naturels, ainsi l'État ne saurait priver les descendants des dons que ceux-ci ont reçu de la nature elle-même⁴. Partout dans ces réflexions on entend la voix de Rousseau qui a voulu démontrer non seulement l'injustice, mais encore l'absurdité logique des droits historiques.

Le plus grand admirateur de la doctrine du *Contrat Social* a été sans doute le chef de la conjuration, l'abbé MARTINOVICS lui-même. Dans ses premiers ouvrages destinés au grand

1. Dénonciation de Zgurich. Privatbibl. Fasc. 15. N° 22.

2. Vertr. Acten, Secr. II A (N° 51).

3. *De diversis subsidiis*, 99g.

4. *De Comitibus*, 161.

public hongrois il ne s'était attaqué encore qu'aux privilèges de la noblesse en se fondant sur le *Contrat Social* ; ses deux discours (*Oratio pro Leopoldo II*, *Oratio ad procures*) ont pour idée centrale cette pensée que le contrat social ne reconnaît d'autre pacte que celui qui a été conclu entre le roi et la nation. Dès lors la noblesse et le clergé sont des classes usurpatrices. D'autre part, si une nation plongée dans l'obscurité de l'ignorance a admis que des sultans de ce genre se fussent imposés à la personne du roi d'une manière malicieuse, injuste et illégitime, et si elle leur a cédé même une partie du pouvoir législatif, confirmant et approuvant cette cession par les paragraphes de la loi, cet abus ne saurait obliger la génération suivante de la même nation ; dès lors tous les serments extorqués au roi par les magnats et les nobles ne valent rien et ils contredisent formellement le pacte sacré de la société civile qui exclut ces colifichets dissimulés sous de belles apparences... Les citoyens d'une république n'ont d'autre loi et d'autre pouvoir les uns sur les autres que celui qui dérive directement du *Contrat Social*. Les aristocrates sont les ennemis du genre humain, car ils empêchent que les hommes sortent de l'obscurité et qu'ils connaissent la doctrine si simple et si claire du *Contrat Social*. Quand nous aurons répandu suffisamment cette idée parmi le peuple, il connaîtra ses droits naturels qu'il n'oubliera plus jamais. L'abbé MARTINOVICS attribue tant de force à la simple formule de Rousseau qu'il attend l'avènement de la révolution du simple enseignement de cette idée (*Oratio ad procures*).

Ailleurs il écrit : « La nature a donné deux instincts clairs à l'homme : la sécurité de sa personne et la liberté ; — pour les exercer ils ont formé des sociétés, d'une part afin de se conserver par l'union des forces et par tous les moyens prudents, d'autre part afin d'user librement des choses qui ne menacent pas la sécurité publique. » Tout découle de ce pacte et rien qui s'oppose à son but ne peut subsister. « Toute loi civile qui ne tient pas à la nature du pacte social, profane le nom sacré de loi, impose un joug injuste aux citoyens et produit de nombreux crimes dans la société qui compromettent l'autorité du roi, expose sa vie à

une éternelle inquiétude et retient les citoyens de l'industrie, du travail utile et de toute sorte d'obéissances nécessaires. » Aucune oppression ne peut abolir la force du *Contrat Social* qui renaît pleine et entière avec chaque génération : *totum renascitur*. Les exemples de l'histoire viennent d'ailleurs démentir ceux qui qualifient d'utopie irréalisable la république fondée sur le *Contrat Social*.

Dans ces écrits l'abbé Martinovics, qui est encore à ce moment l'agent secret du roi, défend un peu celui-ci et le fait entrer dans le pacte social. L'attaque ne visait cette fois-ci que les classes privilégiées, mais dans le *Catéchisme des hommes et des citoyens* qui devait être le code des partisans du complot, l'abbé Martinovics a rejeté toute concession et a transcrit les principes de Rousseau dans leur forme la plus pure. La deuxième partie du Catéchisme entièrement, la troisième et la quatrième dans leur essence sont une transcription dialoguée du *Contrat Social*¹.

« En quoi consiste ce qu'on appelle le Contrat Social ? Il consiste dans cette formule : « Nous, membres associés de cette république, désirons nous opposer de toutes nos forces physiques et spirituelles à toute oppression violente, nous voulons maintenir la loi naturelle, savoir notre vie, notre liberté, nos biens et notre égalité. » La souveraineté est au peuple ; le reste, roi, magistratures, etc., n'est qu'une institution de l'exercice de la souveraineté. En dehors de ces fonctions publiques il n'y a aucune distinction dans la société.

*
* *

Les principes de Rousseau sont résumés et appliqués dans la célèbre *Déclaration des Droits de l'Homme*. Selon Taine (*La Révolution*, I, 247), dans toute la *Déclaration* il n'y a qu'un article, la triple division du pouvoir, qui remonte à Montesquieu, le reste est le développement des idées du *Contrat Social*. Ajoutons que le principe du partage des pouvoirs se retrouve aussi, avec une certaine modification, dans le chef-d'œuvre de Rousseau (III, I).

1. Publié par Mgr Vilmos Fraknoi, *Martinovics élete* (La vie de M.), annexe.

Le texte provisoire de la *Déclaration des Droits de l'Homme* fut adopté le 26 août 1789 par l'Assemblée Nationale, cette résolution avait été précédée d'une longue discussion au cours de laquelle plusieurs projets étaient en lutte. Tous ces projets puisent leur inspiration dans le *Contrat Social*.

Il est singulier qu'en Hongrie un de ces projets se soit répandu avant le texte adopté par l'Assemblée Nationale. Le *Magyar Kurir* donna la traduction des *Droits de l'Homme* déjà dans son numéro du 22 août. Le rédacteur y a même ajouté l'*Acte Constitutionnel* qui pourtant ne fut rédigé définitivement qu'en 1791. Parmi les écrits du poète BACSÁNYI, de SZENTMARJAY et de SZLÁVY nous trouvons la copie des *Droits de l'Homme* ; l'abbé MARTINOVICS rédigea, pour la Diète de 1793, une *Déclaration des Droits de l'Homme* à l'usage des Hongrois sur le modèle français et en insistant sur le *Contrat Social*¹. D'autre part, le comitat de Gömör fait allusion à la *Déclaration des Droits de l'Homme* lorsque, en protestant contre l'application de la censure (1793), il déclare que la liberté de la pensée est le droit naturel le plus sacré et le plus inaliénable de l'homme. « Nous ne considérons pas ce droit comme un droit royal et nous ne pouvons le considérer comme tel, car c'est une vérité acquise que la souveraineté qui prend ses origines dans l'association des peuples, ne peut posséder que les droits dont elle a été munie en vertu des contrats. Dès lors, les souverains n'ayant pas de droit originel, il s'ensuit que les droits qui leur sont attribués, ne peuvent être puisés que dans les lois civiles et ne peuvent être expliqués et définis qu'aux termes de ces lois. Or, comme il n'y a aucune définition de ce droit dans les lois de l'Etat hongrois, il est certain que la nation se l'est réservé ; d'ailleurs la liberté et la libre communication de la pensée appartenant aux droits naturels des hommes, ils n'ont jamais renoncé à ce droit et dès lors ils n'ont pu le transmettre au souverain sans violer les droits sacrés de l'homme et sans autres conséquences dangereuses. C'est un droit supérieur à tout droit civil imaginable. »

Cette dernière phrase annonce le triomphe complet du

1. Mgr Fraknoi en a donné un extrait, voir *ouvr. cit.* p. 94.

droit naturel sur le droit historique. Le comitat de Gömör en appelle aux droits de l'homme en insistant sur la liberté de penser. Cette adresse est d'ailleurs l'œuvre du même André CHÁZÁR qui dans un libelle, édité avec ses initiales, a déduit le crime de lèse-majesté du *Contrat Social* et de la théorie de la souveraineté du peuple.

La résolution de Gömör eut un grand retentissement dans le pays : ABAFFY, l'amphitryon des jacobins hongrois, la rappelle dans son poème latin écrit contre le clergé et appliqué à la musique de la *Marseillaise*¹ :

Si quis pacta ex Rousseau
tradat bono patriæ
pingunt hunc pro nebulone
Regi et Ecclesiæ :
Si quis Paini vel Voltairi
mentem, vel *Jus hominis*
Scribat, ut nunc Gömör, erit
reus status criminis.

Le même ABAFFY a songé à populariser les idées du *Contrat Social* et des droits de l'homme aussi parmi le public non-lettré. Il a recouru à une bonne vieille méthode, employée surtout par la Réforme : au dialogue qui a l'avantage de présenter les idées sous une forme dramatique.

J'ai découvert parmi les écrits d'ABAFFY, saisis par la police, ce tract qui est, je crois, un assez curieux témoignage de l'esprit de l'époque pour que je le présente ici dans une traduction fidèle :

*Notes prises pendant sa captivité par un soldat hongrois fait prisonnier dans la grande bataille sanglante du 6 novembre 1792*².

Il serait utile de décrire cette bataille inouïe où j'ai été fait prisonnier, mais vu les circonstances et la fortune qui m'a favorisé, je trouve mieux de l'omettre ici. Si la Majesté Divine veut conserver ma vie et me laisser rentrer un jour dans mon pays, je parlerai plus abondamment de cette bataille et de bien d'autres choses encore. Le 6 novembre de cette année 1792 je tombai en captivité

1. Dossier du procès Abaffy. Vetr. Acten Secr.

2. Victoire de Jemmapes.

française et le 29 du même mois je fus transféré à Paris, capitale de la France. Comme j'avais pris les Français pour une nation païenne et cruelle, quoique pendant mon trajet à Paris ils eussent été bienveillants envers moi, ainsi qu'envers mes camarades prisonniers, j'avais continuellement peur et je les suivais en tremblant, car je croyais qu'ils étaient tels que nos officiers nous les avaient dépeints. Mais comme je m'étais trompé ! puisque moi, prisonnier, on ne me traite pas comme un ennemi mais comme un homme. J'ai reçu logement chez un honnête bourgeois d'un âge avancé, François Lontré, j'habite chez lui dans une chambre, j'ai aussi un bon lit, je n'en avais pas de meilleur dans ma patrie. Je reçois sept sous par jour que je donne à mon patron et pour cette somme il me donne à manger et à boire ; les habits que j'ai reçus de l'empereur sont encore bons, je n'en ai pas besoin d'autres ; quant à mes armes, j'ai dû les livrer à l'officier chez qui je dois me présenter deux fois par jour et il m'a fait coudre en échange des rubans bleus, rouges et blancs sur mes habits afin que je pusse me promener librement dans la ville. Mon patron et sa famille m'ont pris en affection et comme je sais lire et écrire et comme je comprends quelque peu le latin, j'ai appris bien vite le français ainsi que plusieurs de mes camarades et de cette manière j'ai fait la connaissance d'un grand nombre de Français. Un jour, me promenant sur la place Louis XIV, je fus abordé par un Français. S'étant entretenu avec moi pendant un certain temps, il me pria de le suivre dans sa maison où nous pourrions causer plus à notre aise et plus librement. Je le suivis en effet ; chez lui il se montra fort aimable envers moi et me demanda si la France me plaisait.

Moi. — Oui, Monsieur ! elle me plaît beaucoup, car c'est un très-beau pays.

Le Français. — Et sa Constitution ?

Moi. — Monsieur, je ne saurais vous dire mon avis à ce sujet, il se peut qu'elle vous plaise et à moi non ou au contraire, qu'elle me plaise et à vous non.

Le Français. — Monsieur, ne croyez pas que je sois un homme dépravé qui ne vous parle pas loyalement. Parlez-moi franchement, je n'aime que les cœurs sincères.

Moi. — Je vous remercie de votre confiance, je vous parlerai donc comme on parle à un homme franc et loyal. Nous autres hongrois aussi n'aimons que les hommes qui ont le cœur sur la main. Cependant pour vous dire la vérité, je ne comprends pas votre Constitution ; je vous prie, Monsieur, de me l'expliquer.

Le Français. — C'est la chose que je fais le plus volontiers du monde. Moi, je ne veux pas louer notre Constitution, mais quand

je vous l'aurai expliquée une fois, vous jugerez si elle est bonne ou non. L'essentiel de notre Constitution est donc ceci : *la liberté, l'égalité, la propriété et la sécurité de l'usage de la propriété.*

Moi. — Monsieur, je vous en prie, expliquez-moi *la liberté.*

Le Français. — La liberté n'est autre chose chez nous, que ceci : lorsque les hommes formèrent entre eux des sociétés, ils étaient tous libres, c'est-à-dire : ils n'étaient pas esclaves, serfs, les uns ne pouvaient léser les autres dans leurs biens et dans leur nourriture. Si l'on ne se plaisait point dans une société, on pouvait passer dans une autre, on pouvait gagner et améliorer sa vie de toutes les façons. Nous n'entendons donc sous *la liberté* autre chose que la condition de pouvoir vivre librement et gagner librement notre nourriture.

Moi. — Parlez-m'en plus abondamment, si possible.

Le Français. — Volontiers. Voyez-vous, lorsque le monde a commencé, il est certain que les hommes n'étaient pas si nombreux que maintenant, il n'y avait alors aucune différence entre les hommes et comme il n'y avait pas de nations, il n'y avait pas de pays non plus, ainsi comme la surface de la terre n'était à personne, quelques hommes se sont établis par ici, d'autres par là, ceux-ci engendrèrent des enfants, les enfants des petits-enfants et ainsi un nombre d'hommes de plus en plus grand. Les hommes n'ayant pu satisfaire à leurs besoins, ils formèrent des sociétés ; libre à tout le monde d'y rester ou d'en chercher une autre. Six, sept ou encore plus de personnes s'étant donné rendez-vous, ils se dirent les uns aux autres : En voulant former cette société pour alléger notre sort nous nous obligeons à nous venir en aide les uns aux autres ; nous autres hommes, aurons soin du travail champêtre, nous autres femmes, de la vie domestique, l'un ne devra pas s'approprier ce qui est à l'autre, l'un ne sera pas le serviteur de l'autre, mais si quelqu'un éprouve quelque nécessité, nous y suppléerons tous ensemble ; celui qui gagne quelque chose par son travail manuel, le possèdera librement et l'utilisera comme il lui plaira.

Moi. — Je ne veux maintenant rien vous opposer, mais que veut dire ce mot : *égalité* ?

Le Français. — Mon ami, ce mot a reçu bien souvent une fausse interprétation et nos ennemis blâment et détruisent notre constitution à cause du sens erroné qu'ils attribuent à ce mot ; pour eux, l'égalité est ceci : j'ai deux bœufs et vous n'en avez aucun, vous pouvez emmener tranquillement l'un de mes bœufs. Or il n'en est rien, car, vous voyez, Darnier a plus de biens que Rendieu et Lajain en a plus encore que Darnier et cet homme qui passe là

« dans la rue n'a rien du tout et quand même personne ne prend ce qui est à l'autre ; pour nous donc l'égalité c'est *l'égalité devant la loi* : c'est-à-dire la loi punit le riche tout comme le pauvre, justice est rendue au riche comme au pauvre ; le riche ainsi que le pauvre, s'il en a l'aptitude, peut occuper les postes les plus élevés. D'autre part, ici chez nous, il n'y a aucune servitude : moi qui possède plusieurs villages, je m'accorde avec mes gens sur le prix qu'ils payeront pour le fermage.

On voit que le jacobin hongrois, voulant expliquer à l'homme du peuple la constitution française, commence son discours par l'exposé du *Contrat Social*. Il sent que tout le système anti-historique de la Révolution repose sur le droit naturel de l'âge utopique imaginé par Rousseau et par l'antiquité.

Le pamphlet d'ABAFFY est resté inachevé, tout comme la traduction latine du *Contrat Social* et la traduction hongroise de SZENTMARJAY, jeune martyr des idées françaises, et celle de KAZINCZY, apôtre des lettres hongroises à la fin du XVIII^e siècle. Les autorités, effrayées du progrès des idées libérales, s'empressèrent de faire un exemple et de couper les rejetons jeunes et sauvages de l'arbre du mouvement démocratique. Mais la souche était restée là, attachée au sol par des racines profondes et l'arbre recommence bientôt à se couvrir de fleurs et bientôt de fruits : la renaissance de la nation hongroise est sortie directement des idées de la philosophie française du XVIII^e siècle. Celui qui se mettra à la tête du grand mouvement, le comte SZÉCHENYI, sera plus prudent que les premiers combattants, il cherchera à appliquer l'idée du progrès aux besoins réels de la nation.

Mais le choc avait été donné par le siècle précédent et l'on a vu quelle part il faut faire aux idées de l'illustre penseur français dans cette première effervescence révolutionnaire.

ALEXANDRE ECKHARDT.

(Budapest).